



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES D'AFRIQUE DE L'OUEST

(HORS NIGÉRIA-GHANA)

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

D'ABIDJAN

N° 403 – 10 juin 2021

Zoom sur le rapport Perspectives économiques mondiales de la Banque mondiale, publié le 8 juin 2021

🏠 Une reprise vigoureuse, mais inégale de l'économie mondiale en 2021

Après s'être contractée de 3,5% en 2020 en raison de la pandémie à COVID-19, **l'économie** mondiale devrait connaître un rebond en 2021, avec une croissance estimée à 5,6%, un niveau sans précédent sur les 80 dernières années. Cette forte reprise mondiale est tirée principalement par la Chine (+8,5%) et les Etats-Unis (+6,8%); toutefois, le niveau de la production mondiale en 2021 restera inférieur d'environ 2% aux prévisions pré-COVID-19. Par ailleurs, les pays à faible revenu devraient connaître en 2021 leur seconde plus faible croissance des 20 dernières années (après celui de 2020), soit un taux estimé à +2,9%, en raison de retards dans le processus de vaccination ou encore de l'impact de la crise sanitaire, à savoir la recrudescence de la pauvreté et de l'insécurité ou la suppression de certaines mesures de soutien.

La reprise de l'activité économique mondiale s'est accompagnée d'un rebond de l'inflation. Après avoir décliné à +2,9% en 2020, le taux d'inflation mondial pourrait se hisser à +3,9% en 2021, en lien avec la reprise de la demande mondiale ainsi que les plans de relance des Etats. Cette dynamique **de l'inflation** rend ainsi difficile la tâche pour les dirigeants des économies émergentes et en développement qui doivent stimuler la reprise tout en préservant la stabilité des prix et la viabilité des finances publiques. Aussi, la hausse des prix des denrées alimentaires et l'accélération de l'inflation globale pourraient exacerber les problèmes liés à l'insécurité alimentaire dans les pays à faible revenu.

🏠 Un rebond également attendu en Afrique Subsaharienne, avec une croissance à +2,8% en 2021

Après une contraction de 2,4% du PIB en 2020, la croissance en Afrique Subsaharienne devrait connaître un rebond pour s'établir à 2,8% en 2021 et 3,3% en 2022. Celle-ci devrait être stimulée par la hausse de la demande extérieure (essentiellement de la Chine et des États-Unis), la hausse des prix des matières premières et les progrès accomplis dans la lutte contre la pandémie, en particulier en Afrique de l'ouest et centrale. Cependant, les conséquences de la crise sanitaire sont toujours présentes : le revenu moyen par habitant en 2022 devrait être inférieur d'environ 4% à celui de 2019 et les prévisions de production pour 2022 en recul de 5,3% en moyenne par rapport au niveau de 2019 dans les pays jugés fragiles ou touchés par un conflit.

LE CHIFFRE À RETENIR

5,7%

le taux de croissance de la Côte d'Ivoire en 2021, le plus important en Afrique de l'ouest et le 2^e en Afrique subsaharienne.

La Côte d'Ivoire, économie la plus dynamique d'Afrique de l'ouest en 2021

En Afrique de l'ouest, les perspectives pour 2021 et 2022 sont positives, avec un rebond de la croissance dans tous les pays de la zone. Pour l'année 2021 en particulier, certains pays connaissent une révision à la hausse de leur taux de croissance par rapport aux projections de janvier 2021 : le Burkina Faso (+0,7 p.p.), le Togo (+0,4 p.p.), la Gambie (+0,4 p.p.), la Côte d'Ivoire (+0,2 p.p.) et le Libéria (+0,1 p.p.). A l'inverse, même si le taux de croissance demeure positif, 5 pays

enregistrent une révision à la baisse : le Cap-Vert (-1,6 p.p.), la Sierra-Leone (-1,1 p.p.), la Mauritanie (-1 p.p.), le Sénégal (-0,4 p.p.) et le Niger (-0,4 p.p.). Le rapport indique également qu'en 2021 la Côte d'Ivoire serait l'économie la plus dynamique de la sous-région et la 2^e en Afrique subsaharienne après le Botswana, avec un taux de croissance estimé à +5,7%.

Pays	Croissance du PIB réel en 2019 (en %)	Croissance du PIB réel en 2020		Croissance du PIB réel en 2021		Croissance du PIB réel en 2022 (en %)
		Proj. Jun. 2021 (en %)	Ecart / proj. Jan. 2021 (en p.p.)	Proj. Jun. 2021 (en %)	Ecart / proj. Jan. 2021 (en p.p.)	
Benin	6,9	2	0	5	0	6
Burkina Faso	5,7	0,6	+2,6	3,1	+0,7	5
Cap vert	5,7	-14	-3	3,9	-1,6	5,2
Cote d'Ivoire	6,2	1,8	0	5,7	+0,2	6
Gambie	6,1	0	+1,8	3,5	+0,4	5,5
Guinée	5,6	4,7	-0,5	5,5	0	5,2
Guinée Bissau	4,6	-2,4	0	3	0	4
Liberia	-2,3	-2,9	0	3,3	+0,1	4,2
Mali	4,8	-2	0	2,5	0	5,2
Mauritanie	5,9	-1,5	-0,9	2,7	-1	3,7
Niger	5,9	0,8	-0,2	4,7	-0,4	8,9
Sénégal	5,3	-0,7	0	3,1	-0,4	4,9
Sierra Leone	5,5	-2,2	+0,1	3	-1,1	3,7
Togo	5,3	0,7	+0,7	3,4	+0,4	4,6
Afrique subsaharienne	2,5	-2,4	+1,3	2,8	+0,1	4
Monde	2,5	-3,5	+0,8	5,6	+1,6	4,3

Source : Banque Mondiale, GEP janvier et juin 2021

Régional

Amélioration de la conjoncture au sein de l'UEMOA en avril 2021

Selon le [bulletin mensuel des statistiques](#) de la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), l'indicateur du climat des affaires, traduisant les opinions des chefs d'entreprise sur la conjoncture, s'est amélioré de 25,8 points en glissement annuel (g.a.) en avril 2021. Si l'indicateur est en hausse dans tous les pays de la zone par rapport à avril 2020, la Côte d'Ivoire (+28 points en g.a.) et le Sénégal (+27,7 points en g.a.) bénéficient des plus fortes progressions. S'agissant des activités commerciales, l'indice du chiffre d'affaires maintient sa progression, avec une hausse de 16,4% en g.a. en avril, contre 5,6% le mois précédent. Cette tendance est tirée par l'accroissement des ventes de produits

alimentaires, textiles et d'automobiles. Aussi, la production industrielle s'est renforcée, avec une hausse de 12,7% en g.a. en avril (contre +10,7% en g.a. en mars). L'inflation au sein de l'UEMOA s'est établie à +3,1% en g.a. en avril 2021 – contre +2,5% le mois précédent – principalement tirée par la hausse des prix des produits alimentaires (+2% en g.a.).

Prise de participations d'Orange et AXA dans le capital de Dabadoc pour favoriser l'accès à l'e-santé en Afrique

[Orange Middle East & Africa et les entités AXA CIMA \(Côte d'Ivoire, Sénégal, Cameroun et Gabon\), via AXA Assurance Maroc ont signé un accord portant sur l'acquisition conjointe d'une participation dans le capital de la start-up marocaine Dabadoc.](#) Cette dernière est une plateforme qui digitalise l'accès à la santé notamment via la prise de rendez-vous en ligne

et la téléconsultation. Ainsi, Dabadoc bénéficiera de l'expérience d'Axa dans le domaine de l'assurance santé et de celle d'Orange pour l'expertise technologique et des solutions de paiements. L'objectif est de développer des solutions digitales adaptées aux contraintes et aux besoins des patients et à tout l'écosystème de santé en Afrique.

Visite du Ministre français Franck Riester au Sénégal et en Côte d'Ivoire

Le Ministre délégué français, chargé du commerce extérieur et de l'attractivité, Franck Riester, accompagné d'une forte délégation d'hommes d'affaires français, a effectué une visite officielle à [Dakar du 31 mai au 1^{er} juin 2021](#), puis à [Abidjan jusqu'au 4 juin](#). Sa visite au Sénégal a porté sur le partenariat et la collaboration dans des secteurs d'avenir comme les énergies renouvelables, la ville durable ou les technologies. Les grands projets portés par les entreprises françaises ont également été évoqués, notamment le projet Train Express Régional. En Côte d'Ivoire, l'occasion a été d'échanger avec les officiels sur les priorités de développement du pays pour les cinq années à venir, les relations bilatérales entre les deux pays et les contrats structurants obtenus par les entreprises françaises. Le Ministre a également visité le projet Lives 2 – financé par un don de la Direction générale du trésor avec pour but de restructurer certains quartiers de la ville d'Abidjan – et pris part à la signature de plusieurs conventions, dont celle de la construction des complexes sportifs Agoras.

Lancement de la 2^{ème} phase du SWEDD

La phase 2 du [Projet pour l'autonomisation des femmes et le dividende démographique au sahel \(SWEDD 2\)](#) a été lancée le 7 juin 2021 en Mauritanie. Pour rappel, ce projet [est une initiative régionale mise en œuvre depuis 2015 au Niger, au Burkina Faso, au Tchad, en Côte d'Ivoire, au Mali et en Mauritanie](#) avec le soutien financier de la Banque mondiale, l'appui technique du Fond des Nations Unies pour la population (UNFPA) et de l'Organisation Ouest -

Africaine pour la Santé (OOAS). Le but de ce programme est de favoriser l'émancipation des femmes et des adolescentes ainsi que l'accès à des services de santé reproductive, maternelle et infantile. Le 28 juin 2020, [la Banque mondiale approuvé 376 M USD pour le financement de cette Phase 2 du projet SWEDD](#). Cette dernière mettra un accent particulier sur le renforcement des cadres juridiques qui soutiennent les droits des femmes à la santé et à l'éducation et les pays concernés sont la Côte d'Ivoire, le Mali, la Mauritanie, le Tchad, le Cameroun et la Guinée.

🇸🇪 Bénin

Signature d'un accord de financement à hauteur de 35 M EUR avec l'AFD

Le 3 juin 2021, [un accord de financement](#) destiné à des projets culturels a été signé entre l'Agence Française de Développement (AFD) et le ministère béninois de l'Economie et des Finances. Ce financement, d'un montant de 35 M EUR, permettra notamment la mise en valeur du site touristique d'Abomey grâce à la réhabilitation de quatre Palais royaux et à la construction d'un nouveau musée aux standards internationaux, où seront exposées des œuvres héritées du royaume du Dahomey.

🇸🇪 Burkina Faso

Pose de la 1^{ère} pierre du Ranch de Tuy

Le 4 juin 2021, a eu lieu à Boni (à l'est du Burkina Faso) la pose de la première pierre du Ranch de Tuy. Ce parc d'engraissement de bétail avec abattoir intégré, représentant un investissement de 4,5 M USD en 1^{ère} phase, pourra accueillir jusqu'à 4 000 bovins chaque année et a un objectif de mise en production en mai 2022. En plus de contribuer à la sécurité alimentaire, la création de cette filière de production de viande devrait permettre entre autres (i) la garantie de débouchés commerciaux stables pour les éleveurs ; (ii) le développement d'une activité de fourrage (iv) la création d'emplois, avec un

objectif de 1000 producteurs et fermiers locaux et plus de 50 emplois directs. Le projet est porté par ECODEV, un fonds de développement créé par Endeavour Mining dans le cadre de sa politique de responsabilité sociale, et a bénéficié de l'assistance du cabinet français classM.

Contribution de la Suisse à la sécurité alimentaire

La Suisse a signé [une convention d'appui à la sécurité alimentaire](#) de 2,4 Mds FCFA (3,6 M EUR) avec le Burkina Faso, le 9 juin 2021. Cette convention, qui s'étend jusqu'en 2025, contribuera à l'efficacité des capacités techniques, matérielles et financières nécessaires face aux situations alimentaires et nutritionnelles difficiles. D'après [les projections du Réseau de préventions des crises alimentaires](#) (RPCA), le Burkina Faso devrait connaître une situation de crise alimentaire aigüe qui pourrait concerner 2,9 M de personnes d'ici août 2021.

Signature de conventions de maîtrise d'Ouvrage public déléguée entre l'ABER et les Régions-collectivités territoriales

L'Agence burkinabè de l'électrification rurale (ABER) a procédé, le 4 juin 2021, à [la signature de conventions cadres de maîtrise d'Ouvrage public déléguée](#) avec les Régions-collectivités territoriales. A travers ces conventions, les collectivités territoriales s'engagent à planifier et à définir les priorités en termes d'électrification ainsi qu'à faciliter l'acquisition des terres pour les travaux d'électrification. L'ABER assurera, quant à elle, le volet technique et financier des différents projets. A noter que dans son nouveau référentiel de développement 2021-2025, le Burkina Faso prévoit d'atteindre 50% de taux d'électrification d'ici à 2025 (contre 14,4% en 2018 selon la Banque mondiale).

Cap-Vert

Le groupe d'Appui Budgétaire exhorte à la réduction des risques budgétaires

Le groupe d'Appui budgétaire (formé du Portugal, du Luxembourg, de l'Union européenne, de la Banque Africaine de Développement et de la Banque Mondiale) a conduit [sa première mission d'examen conjoint au Cap vert pour 2021](#). Dans ses conclusions, le GAO a considéré comme prioritaire de réduire les risques budgétaires, d'accroître la transparence sur la dette, et de limiter le soutien aux entreprises du secteur public afin de maintenir une viabilité des finances publiques et de la dette à moyen-terme.

Côte d'Ivoire

250 M USD de la Banque mondiale pour le développement du secteur vivrier

La Banque mondiale a annoncé, le 4 juin dernier, [un appui financier de 250 M USD en faveur du Projet de développement des chaînes de valeur vivrières \(PDC2V\)](#). Ce projet a pour objectif de faciliter l'accès des agriculteurs et entreprises agricoles à des technologies modernes, d'améliorer leur résilience au changement climatique et mieux coordonner les acteurs des chaînes de valeurs vivrière. Le PDC2V devrait appuyer 600 000 petits exploitants (dont 50% des femmes), 150 PME et 410 microentreprises. Enfin, un guichet agricole sera créé auprès du Fonds de Garantie des PME (FGPME) pour faciliter leur accès au financement.

178 M EUR pour le financement d'une centrale électrique à biomasse

A l'occasion de la visite en Côte d'Ivoire du Ministre français de l'Europe et des Affaires étrangères, PROPARCO et Emerging Africa Infrastructure Fund (EAIF) ont accordé, le 10 juin 2021, [un prêt de 165 M EUR et une subvention de 13 M EUR à Biovea Energie, destinés la](#)

[construction d'une centrale de production d'énergie renouvelable à partir de biomasse.](#)

Biovea Energie, société de droit ivoirienne détenue par EDF (40%), Meridiam (36%) et SIFCA (24%), assurera sur une période de 25 ans, la conception, la construction et l'exploitation de cette centrale d'une puissance de 46 MW. La centrale transformera en énergie environ 450 000 tonnes de déchets de palmiers fournis par la SIFCA et les petits producteurs de la zone. Ce projet devrait contribuer à créer 1 500 emplois locaux et apporter un complément de revenu à 12 000 planteurs.

[Le 1^{er} forum dédié à la cyber-sécurité en Afrique tenu à Abidjan](#)

En Afrique, le montant des pertes financières générées par la cybercriminalité en 2020 est estimé à 4 Mds USD. C'est dans ce contexte qu'a eu lieu, à Abidjan, [le premier forum dédié à la cyber-sécurité en Afrique](#). Le continent ayant amorcé sa transformation digitale, les enjeux de sécurité informatique apparaissent comme une priorité nationale et un axe de coopération régionale. Au programme du forum, des tables rondes, master class, et ateliers afin de sensibiliser les décideurs aux enjeux de la cyber-sécurité et de proposer des accompagnements pour sécuriser les écosystèmes numériques des pays africains. L'accent a été également mis sur les opportunités générées par la cyber-sécurité, notamment en termes d'emplois et de formation. A noter que l'Afrique ne compte que 10 000 professionnels dans ce domaine où les besoins sont croissants.

✦ Gambie

[Lancement d'un projet de gouvernance, financé à hauteur de 1,3 M EUR par l'UE](#)

L'Union européenne (UE) a accordé, le 2 juin 2021, un financement d'un montant de 1,3 M EUR pour un projet en faveur de la gouvernance d'une durée de 3 ans qui sera mis en œuvre par trois ONG : ActionAid International The Gambia (AAITG), Action contre la Faim Gambie (AAH) et

l'association Mbolo. Ce projet, qui bénéficiera à 3000 personnes, a pour objectif de (i) renforcer la bonne gouvernance et la cohésion sociale ; (ii) accroître la participation des organisations de la société civile dans la lutte contre le changement climatique et la promotion de la durabilité environnementale ; (iii) favoriser l'autonomisation des femmes et la participation des jeunes.

✦ Guinée

[Don de 23,8 M USD de l'USAID en faveur de la gouvernance locale et de la santé](#)

Le 4 juin 2021, les Etats-Unis, à travers l'Agence Internationale pour le Développement (USAID), et le gouvernement guinéen, ont signé [un accord de subvention de 23,8 M USD](#) pour soutenir la gouvernance locale et le renforcement des capacités du système de santé guinéen. Dans le détail, 4,6 M USD seront alloués au renforcement de la gouvernance locale et des politiques de décentralisation tandis que 19,2 M USD financeront des projets liés à l'utilisation accrue des soins dans les domaines de la santé maternelle et infantile, de la lutte contre le paludisme.

[300 tonnes de semences de pomme de terre pour la Moyenne Guinée](#)

Dans le cadre du soutien à la campagne agricole 2021, le Projet de développement de l'agriculture intégrée en Guinée (PDAIG), financé par la Banque mondiale (BM) et l'Etat, a offert [300 tonnes de semences de pomme de terre aux petits producteurs de Moyenne Guinée](#). Le PDAIG, doté d'une enveloppe de 16,4 M USD (dont 15,4 M USD octroyé par la BM), vise à (i) accroître la productivité agricole par la gestion de l'eau et l'accès aux innovations ; (ii) connecter les producteurs aux acheteurs et (iii) renforcer les capacités institutionnelles et la production de statistiques agricoles.

❖ Guinée-Bissau

L'encours de la dette publique augmente de 24% en 2020

Selon le bulletin statistique de la dette publique de la Guinée Bissau, [l'encours de la dette a augmenté de 23,6% pour établir à 1,2 Md USD en 2020](#), soit 76,7% du PIB. La dette extérieure qui représente 55% de cet encours, est détenue à 39,8% par la Banque ouest-africaine de développement (BOAD) et 23,1% par la Banque mondiale. Le service de la dette a augmenté de 92,4% par rapport à 2019 pour s'établir à 166,4 M USD – soit 34% du budget de l'Etat. Pour rappel, le 26 avril 2021, l'Initiative de suspension du service de la dette (ISSD) du G20/Club de Paris a accordé à la Guinée-Bissau [une extension de la durée de suspension du service de la dette bilatérale, du 1^{er} janvier au 30 juin 2021](#).

❖ Libéria

55 M USD de la Banque mondiale pour la transformation de l'économie rurale

La Banque mondiale, via l'Association Internationale pour le Développement (IDA), [a approuvé, le 4 juin 2021, un prêt de 55 M USD](#) dédié au financement du projet de Transformation de l'économie rurale ([RETRAP](#)). Ce projet, qui s'adresse à 60 000 personnes, dont 50% de femmes, vise à (i) renforcer leur position au sein de la chaîne de valeur des filières manioc, caoutchouc, volaille et porc, en développant leur capacité de production et en améliorant l'accès au financement ; (ii) renforcer les institutions chargées du soutien et du développement de l'agriculture. Pour rappel, le secteur agricole concerne 43% des emplois et contribue pour près de 40% en 2020 au PIB du Liberia.

❖ Mauritanie

Don de 5 MEUR de KFW en faveur de la surveillance maritime

Selon un communiqué du ministère des Affaires économiques et de la Promotion des secteurs productifs, [la Mauritanie a bénéficié d'un don de 220 M MRU \(5 M EUR\) de la banque allemande de développement \(KFW\)](#) pour le financement d'un projet de surveillance maritime. Ce projet comprend la construction d'un quai de contrôle dans la zone de la Tour bleue à Nouadhibou pour amarrer les navires et les vedettes des garde-côtes. Ce financement devrait également aider à renforcer la formation, le contrôle électronique et l'utilisation de systèmes de communication des autorités.

❖ Niger

L'encours de la dette publique en hausse de 17,9% en 2020

D'après [un rapport sur la dette publique](#), l'encours de la dette publique au Niger a augmenté de 17,9% en 2020 pour s'établir à 3 510,4 Mds FCFA (5,4 Mds EUR), soit 44,8% du PIB. Dans le détail, la dette extérieure du pays représente désormais 69,9% de la dette totale tandis que la dette domestique représente 30,1%. La dette multilatérale représente 25,4% du PIB en 2020. Par ailleurs, l'encours de la dette générée par les entreprises publiques s'élève à 282,9 Mds FCFA (433 M EUR), soit 8% de la dette totale.

Prêt de 40 M EUR de l'AFD pour améliorer l'accès à l'eau

L'Agence française de développement (AFD) a accordé au gouvernement du Niger [un prêt concessionnel de 26,6 Mds FCFA](#) (40 M EUR) pour renforcer l'accès à l'eau, à travers la construction d'une 3^{ème} usine de traitement d'eau à Karey Gorou, dans la périphérie de Niamey. Ce projet, qui s'adresse à 450 000 personnes, vise

particulièrement à rehausser le taux de desserte en eau potable pour les ménages vivant dans des quartiers défavorisés. Pour rappel, [selon le gouvernement nigérien](#), le taux d'accès aux services basiques d'eau potable était de 35,7% en 2019.

Lancement officiel du Projet d'amélioration des apprentissages

Le Président de la République du Niger et le vice-président de la Banque mondiale pour l'Afrique de l'Ouest et Centrale ont procédé, le 2 juin 2021, au [lancement du Projet d'amélioration des apprentissages pour l'obtention de résultats dans l'éducation](#). Ce projet, d'un montant de 140 M USD (75 Mds FCFA), vise à améliorer les pratiques pédagogiques, ainsi que l'apprentissage pour tous en comblant les lacunes scolaires, en particulier chez les filles. Il permettra de renforcer la gestion globale du système éducatif grâce à des processus de suivi de résultats. En cette période de crise de la COVID-19, ce projet renforcera aussi les programmes d'enseignement à distance. [Selon la Banque mondiale](#), en 2019, 41% des enfants en âge d'aller à l'école primaire ne sont pas scolarisés.

Expertise de Webb Fontaine pour la mise en place du guichet unique national

Le 7 juin 2021, [le groupe Webb Fontaine, basé aux Emirats Arabes Unis et spécialisé dans la facilitation du commerce, a annoncé avoir décroché un contrat de 10 ans relatif à la mise en place d'un Guichet Unique du Commerce Extérieur](#) (GUCE) au Niger. Le GUCE est un système d'informations et de facilitation du commerce extérieur qui vise à simplifier et rationaliser l'accomplissement des formalités administratives et logistiques de tous les opérateurs. Webb Fontaine interviendra notamment dans la mise en œuvre et la gestion à long terme du GUCE. L'accord prévoit également la formation de la main-d'œuvre locale pour assurer la pérennité du projet

🇸🇳 Sénégal

650 M USD du FMI au titre de la facilité de crédit de confirmation

La 3^{ème} revue du programme appuyé par l'instrument de coordination de la politique économique (ICPE) du Sénégal a été approuvée par le [Conseil d'administration du FMI, qui s'est réuni le 7 juin](#). A cette occasion, l'institution a également approuvé un accord de crédit de confirmation et un accord au titre de la facilité de crédit de confirmation pour un montant de 650 M USD sur une période de 18 mois, en faveur du Sénégal. Selon le communiqué, cet accord ouvre la voie à un décaissement immédiat d'environ 187 M USD en soutien au programme de riposte du gouvernement pour une reprise forte et créatrice d'emplois.

Adoption de la LFR 2021

[La loi de finances rectificative \(LFR\) 2021 a été adoptée en conseil des ministres, le 3 juin dernier](#), et arrêtée à 3 170,4 Mds FCFA (4,8 Mds EUR) en recettes et 3 987,5 Mds FCFA (6,1 Mds EUR) en dépenses. Le déficit budgétaire est prévu à 817 Mds FCFA (1,2 Md EUR - 5,4% du PIB contre 5% dans la LFI). Les prévisions de croissance sont revues à la baisse avec un taux estimé à 3,7%, contre 5,2% en LFI 2021. La LFR s'inscrit dans le cadre du plan de riposte du gouvernement, qui prévoit une réorientation des allocations budgétaires dans le but d'apporter une réponse aux problématiques de santé, de politiques d'emploi des jeunes mais également en soutien au secteur de l'énergie. Le déficit serait financé à hauteur de 556 Mds FCFA (847 M EUR) par des tirages sur les prêts-projets, 105 Mds FCFA (160 M EUR) sur les emprunts programmes et les autres emprunts nets pour 156 Mds FCFA (237,8 M EUR).

898 M USD de financement de la Banque mondiale durant l'année fiscale 2021

Le gouvernement sénégalais et la Banque mondiale ont signé, le 7 juin 2021, [deux accords de financement, d'un montant total de 280 M](#)

[USD](#), relatifs (i) au programme Accélérer la compétitivité et la création d'emplois et (ii) à la deuxième phase du projet de gestion des eaux fluviales et d'adaptation au changement climatique (PROGEP 2). Il serait également prévu la signature de trois autres accords de financements de : (i) 134 M USD pour l'acquisition de vaccins contre la Covid-19, (ii) 80 M USD pour le cadastre et la sécurisation foncière et (iii) 15,7 M USD en soutien au pastoralisme. Au total, le Sénégal conclura un montant record de 898 M USD de financement avec la Banque mondiale durant l'année fiscale en cours.

Sierra Leone

8,5 M USD supplémentaires pour soutenir l'accès aux vaccins COVID-19

La Banque mondiale a approuvé, le 8 juin 2021, [un financement supplémentaire de 8,5 M USD sous forme de don, destiné à soutenir l'accès de la Sierra Leone aux vaccins contre la COVID-19](#). Les fonds fourniront un financement initial pour aider à acheter et à déployer des vaccins contre la COVID-19, et compléteront les ressources du dispositif COVAX. Ces ressources soutiendront également les coûts de l'expansion du Projet de préparation et de réponse aux urgences COVID-19 en Sierra Leone. Pour rappel, ce dernier a été approuvé par la Banque mondiale le 2 avril 2020

et a bénéficié d'une première subvention de 7,5 M USD.

Togo

Inauguration de la plateforme industrielle d'Adétikopé

Le 6 juin 2021, le chef de l'Etat togolais a inauguré [la plateforme industrielle d'Adétikopé](#) (PIA). Implantée sur près de 400 hectares, elle vise à (i) développer des chaînes à forte valeur ajoutée ; (ii) faciliter l'approvisionnement en matières premières brutes ; (iii) optimiser la fabrication sur place et l'exportation de produits finis. A cet effet, elle sera dotée d'un parc pouvant accueillir 12 500 conteneurs, d'une plateforme de stockage du coton ou encore d'une surface de 200 000 m² dédiée aux activités logistiques. Selon le gouvernement togolais, cette structure, ayant nécessité un investissement de 200 M EUR, devrait également permettre la création de 35 000 emplois dans ses premières années et aider le pays à transformer localement toute sa production brute de coton à l'horizon 2023. Par ailleurs, le capital est actuellement réparti à hauteur de 35% pour le gouvernement togolais et 65% par Arise IIP (une joint-venture le singapourien Olam et l'institution financière multilatérale Africa Finance).

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.trésor.economie.gouv.fr/tresor-international